

Réponses à l'AMF ;

Je ne suis pas au fait de tous les problèmes que vous soulevez, aussi je ne répondrais pas à toutes les questions et je vous ferais une réponse globale.

Depuis 30 ans, toute la politique de décentralisation, menée aussi bien par la gauche que par la droite a beaucoup servi de paravent au désengagement progressif de l'Etat de l'essentiel de ses missions utiles à la population : éducation, transports, santé, services sociaux, etc... Cette opération de transfert des compétences s'est à chaque fois accompagnée de la baisse des dotations de l'Etat.

Je regrette aussi que la politique proposée par beaucoup d'élus locaux, dans les villes, les départements ou les régions, pour combattre la montée dramatique du chômage, a été de multiplier les cadeaux financiers aux dirigeants des entreprises de leur territoire, qui souvent, malgré les aides reçus sous toutes les formes (locaux, terrains ou aménagements des routes), ont fermé leurs entreprises sans d'ailleurs rembourser les aides fournies, et en ruinant des centaines de familles, voire une région entière.

Cette surenchère aux aides a d'ailleurs entraîné une sorte de compétition malsaine entre les régions et a abouti quelquefois à des délocalisations à l'intérieur du pays.

Les collectivités qui se placeraient dans le camp de la population travailleuse devrait limiter au maximum l'imposition des classes populaires et taxer au maximum le grand patronat et les classes riches, mettre fin à toutes les aides directes et indirectes au patronat, en réservant les sommes disponibles à suppléer autant que possible, au désengagement de l'Etat dans les domaines vitaux de l'éducation, de la santé, du logement et des transports.

Concernant l'intercommunalité, la politique de regroupement des communes, vise à limiter le pouvoir de ces communes que l'Etat considère comme trop sensibles aux aspirations des populations locales, en particulier les communes de moindre taille. D'ailleurs on est passé de l'incitation à une politique autoritaire de l'Etat, conduite par les préfets investis de tous les pouvoirs.

La seule démocratie véritable serait de permettre un contrôle permanent de la population sur les affaires locales comme d'ailleurs sur les entreprises et l'Etat. Cela voudrait dire la révocabilité permanente des élus en cas de non respect des intérêts de la collectivité et mettre en place des assemblées populaires ayant le pouvoir de régler au maximum les affaires concernant la population.

Ce n'est que sur ces bases que pourrait se discuter librement le niveau d'organisation utile dans chaque domaine, au niveau d'une commune, d'un regroupement de communes, d'un territoire, d'un département, d'une région, ou du pays.

Bien sûr la moindre des choses serait que, dans le domaine des élections, s'applique à tous les niveaux la proportionnelle intégrale.

Et bien évidemment je suis pour donner le droit de vote et d'éligibilité à tous ceux, quels que soient leur nationalité qui vivent et travaillent dans le pays, et d'ailleurs pas seulement aux élections locales.

Je terminerais en disant que je suis pour développer l'accès au haut débit partout et généraliser le plan Ecole numérique rurale.

Enfin je milite pour le maintien des écoles et des bureaux de poste dans les campagnes car bien souvent la vie des villages en dépend.

Recevez mes meilleures salutations.

Nathalie ARTHAUD.